

Macron face au chantier de la relance de l'Europe

Le président français participe à son premier Conseil européen, les 22 et 23 juin à Bruxelles. Une occasion pour lui de défendre sa vision d'une « Europe qui protège »

BRUXELLES - envoyées spéciales

Emmanuel Macron ne sera pas le seul dirigeant à faire ses premiers pas au Conseil européen des 22 et 23 juin à Bruxelles. Plus jeune de quelques mois, le tout nouveau *taoiseach* (premier ministre) irlandais, Leo Varadkar, participera lui aussi pour la première fois à ce rendez-vous à l'agenda très dense – migration, Brexit, défense, climat, commerce... Si, avec son profil atypique, ce médecin de formation fera entrer une bouffée de modernité dans l'enceinte du Justus Lipsius, l'austère bâtiment du Conseil, c'est bien le président français qui devrait y susciter le plus l'intérêt de ses pairs. Il entend bien en profiter pour y imposer son leadership et son agenda d'une « Europe qui protège ». Mais, si M. Macron passe déjà pour « le nouveau visage de l'Europe », conquérante, réformatrice, la partie n'est pas gagnée pour autant.

Aux yeux de ses homologues, il arrive certes auréolé d'une incroyable victoire à la présidentielle: il est le tombeur de Marine Le Pen, celui qui a sauvé l'Europe du Front national. Déjouant tous les pronostics, il a su se doter d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, et il jouit de plus de pouvoirs – régime présidentiel oblige – que la plupart des autres dirigeants de l'UE. « Les Européens sont reconnaissants à Emmanuel Macron d'avoir arrêté le train du populisme », explique un diplomate spécialiste des arcanes bruxellois.

Son ambition de réorienter l'Europe rencontre un contexte moins tendu qu'en 2012, quand François Hollande, pour sa première à Bruxelles, s'était vu refuser toute concession vers une Union plus sociale. A l'époque, la crise de l'euro battait son plein et les capitales étaient focalisées sur le sauvetage financier de la Grèce, du Portugal ou de l'Irlande. L'urgence était de lancer l'union bancaire afin de placer les établissements de crédit sous le contrôle de la Banque centrale européenne.

Aujourd'hui, la croissance est de retour alors que l'élection de Donald Trump et le Brexit ont ressoudé les rangs des « continentaux ». « Macron est attendu à Bruxelles comme le fut Tony Blair à Amsterdam en 1997, se rappelle un diplomate. Il était jeune, brillant, il faisait du vélo plus vite que tout le monde... Une personnalité nouvelle qui veut donner des signaux forts, cela ne peut qu'engendrer une dynamique

politique positive. »

Preuve de sa détermination, le président français n'a pas attendu ce rendez-vous bruxellois pour pousser ses pions, en partiant d'emblée sur un lien renouvelé avec Berlin, en multipliant les rendez-vous bilatéraux avec les dirigeants estonien, espagnol, néerlandais et britannique. Et en tentant d'influer sur l'agenda législatif communautaire, avec une proposition française de refonte de la directive sur le travail détaché – une priorité de l'Elysée – dès la fin mai.

« OUVREMENT RÉGULÉE »

Si Emmanuel Macron devrait applaudir à Bruxelles les progrès accomplis dans la défense commune de l'UE, insister sur la nécessité de mieux protéger ses frontières extérieures et plaider pour une réforme du droit d'asile, il tentera surtout d'imposer ses

préoccupations commerciales, son autre priorité avec la lutte contre le dumping social. Paris a beaucoup fait pour réorienter les conclusions du Conseil dans ce sens. Ces dernières devraient « inviter » la Commission européenne à plancher sur un mécanisme européen de surveillance des investissements étrangers dans l'UE. L'idée (française) serait de pouvoir bloquer des acquisitions si elles menacent les « intérêts stratégiques » européens.

La France devrait aussi obtenir que soit relancé le débat sur la « réciprocité »: Paris veut réactiver une proposition de la Commission, restée pour l'instant lettre morte,

obligeant les pays tiers à ouvrir d'avantage leurs marchés publics pour espérer accéder à ceux de l'UE. « L'Europe doit défendre un modèle d'ouverture régulée », explique-t-on à l'Elysée.

Ces initiatives ont fait débat ces derniers jours à Bruxelles, et la discussion pourrait se prolonger au Conseil. Car elles sont loin de faire l'unanimité. M. Macron peut compter sur Angela Merkel, qui a multiplié les signes d'ouverture. La chancelière allemande ne vient-elle pas de reprendre à son compte le projet français de création d'un ministère des finances de l'eurozone? Paris se félicite en tout cas d'avoir signé avec Berlin une contribution commune sur tous les sujets du Conseil, avec l'objectif de revenir à « l'esprit de coopération qui existait jadis entre Mitterrand et Kohl », dit-on à l'Elysée.

Sur les sujets commerciaux, le soutien allemand est moins évident. Berlin reste préoc-

cupé par les intérêts des groupes allemands en Chine et n'a aucune envie d'envoyer le signal d'une Europe protectionniste au reste du monde, alors que, depuis l'élection de Donald Trump, l'UE dispute à Pékin le statut de leader du libre-échange.

Les Allemands ne sont pas les seuls à faire preuve de prudence sur cette question. « L'Europe est très divisée sur sa manière d'appréhender la globalisation », confirment plusieurs diplomates bruxellois. Danois, Suédois, Néerlandais, Irlandais ou Baltes prônent ainsi des marchés les plus ouverts possible.

« L'EUROPE N'EST PAS UN SUPERMARCHÉ »

Par ailleurs, les pays de l'Est sont contrariés par les velléités françaises de muscler la révision en cours de la directive sur le travail détaché, qu'ils considèrent à visée purement protectionniste. Les propos de M. Macron concernant l'Etat de droit, dans un entretien avec plusieurs journaux européens jeudi, pourraient rendre le dialogue encore plus difficile avec la Hongrie et la Pologne, en guerre ouverte avec Bruxelles. Certains dirigeants « décident d'abandonner les principes, de tourner le dos à l'Europe, d'avoir une approche cynique de l'UE qui servirait à dépenser les crédits sans respecter les valeurs. L'Europe n'est pas un supermarché », déclare ainsi le président français.

A la veille du Conseil, les diplomates de l'Est se gardaient cependant d'attaquer frontalement le locataire de l'Elysée. Le gouvernement polonais est « ouvert » au dialogue, selon une source bruxelloise. C'est d'ailleurs à la demande de Varsovie que M. Macron devrait rencontrer les dirigeants du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) vendredi en marge du Conseil. Malgré leurs nombreux différends avec l'Ouest – sur la migration, le dumping social –, ces pays voient d'un assez bon œil le retour en force de la France à Bruxelles comme le moyen d'y limiter l'influence de Berlin, jugée écrasante.

Le président français saura-t-il surmonter ces réticences naissantes? Et ce, dans une UE qui ne se résume pas à l'axe franco-allemand? M. Macron semble déjà sensible à la complexité des points de vue européens. « Je ne crois pas à ce conflit entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Il y a des tensions car nos imaginaires et notre histoire récente ne sont pas les mêmes », dit-il dans l'entretien de jeudi. « Il ne s'agit pas de dire que la France va décider toute seule pour toute l'Europe, ce serait pré-

somptueux», assure-t-on à l'Élysée.

Son caractère et son «*charme*», osent quelques diplomates, pourraient aider. «*Il a le dynamisme de Sarkozy et l'humanité de Hollande*», dit de lui, bluffé, un officiel bruxellois de haut rang. La comparaison avec Hollande, cruelle, joue en sa faveur: l'ex-président socialiste a laissé à Bruxelles le souvenir d'un dirigeant effacé, paralysé par l'impopularité et le discrédit dont il souffrait dans l'Hexagone. Macron, lui, «*connaît très bien ses dossiers, à ce niveau-là, c'est rare*», ajoute un diplomate européen.

«*Jupitérien*» sur la scène française, M. Macron entend aussi le rester sur la scène européenne où il ne devait participer à aucune réunion partisane, comme le font habituellement les chefs d'Etat ou de gouvernement en prélude au Conseil européen. «*Il veut parler à tout le monde*», assure un conseiller. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET SOLENN DE ROYER

LES PAYS DE L'EST SONT CONTRARIÉS

PAR LES VELLÉTÉS FRANÇAISES DE MUSCLER LA RÉVISION DE LA DIRECTIVE SUR LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour Macron, le départ d'Assad «n'est plus un préalable à tout»

Insistant sur la nécessité d'une solution politique pour mettre fin au conflit syrien, Emmanuel Macron a affirmé, dans un entretien avec plusieurs journaux européens publié jeudi 22 juin: «*Le vrai ag-giornamento que j'ai fait sur ce sujet est que je n'ai pas énoncé que la destitution de Bachar Al-Assad était un préalable à tout. Personne ne m'a présenté son successeur légitime.*» Le président français a par ailleurs rappelé la détermination de la France à mener des frappes contre ceux qui utiliseraient des armes chimiques: «*Quand vous fixez des lignes rouges, si vous ne savez pas les faire respecter, vous décidez d'être faible*», a-t-il déclaré, rappelant la dérobade américaine de 2013 qui a encouragé Vladimir Poutine, sur d'autres théâtres d'opération. Il n'en a pas moins déclaré son «*respect*» pour le président russe, avec lequel il a eu «*des échanges constructifs*» malgré «*de vrais désaccords, sur l'Ukraine en particulier*».

Les partisans d'un «soft Brexit» reprennent espoir

L'échec électoral de la première ministre britannique devrait l'obliger à négocier avec les modérés

LONDRES - correspondant

Traditionnellement, Elizabeth II revêt une robe blanche à traîne et coiffe son étincelante couronne («*Queen's Speech*») qui énumère les projets législatifs et ouvre la session du Parlement. La robe bleue et le chapeau constellé de fleurs au pistil jaune qu'elle portait, mercredi 21 juin à Westminster pour cette occasion, évoquait immanquablement le drapeau européen.

Message subliminal? Probablement. Symbole d'un «*Queen's Speech diminué pour un pays diminué*» comme l'écrit le *Financial Times*? Assurément, alors que le Royaume-Uni, dépourvu d'un gouvernement stable, aborde en position de faiblesse la phase cruciale d'un processus hautement incertain, le Brexit.

Crise politique oblige, le discours de la reine avait été reporté de deux jours et le protocole avait dû être allégé. Une voiture au lieu du carrosse, un chapeau au lieu de la couronne. Mais le décorum inhabituel ne masquait pas l'essentiel: deux semaines après des élections perdues, Theresa May n'a toujours pas de majorité parlementaire claire pour gouverner, au moment où elle rencontre ses homologues à Bruxelles, jeudi, trois jours après l'ouverture des négociations sur le Brexit. Alors que Westminster écoutait la reine, 500 personnes, dont des rescapés de l'incendie de la tour Grenfell (au moins 79 morts), participaient à une «*marche de la colère*» dans les rues de Londres pour réclamer la démission de la première ministre.

Le temps est compté

Paralysée, Theresa May a besoin des dix

députés du Parti unioniste démocrate (DUP) nord-irlandais. Mais l'extravagance des exigences financières de ce dernier pour l'Irlande du Nord risque d'empêcher la conclusion d'un accord formel. Arlene Foster, leader du DUP, a promis qu'elle soutiendrait M^{me} May lors de la prochaine échéance vitale pour son gouvernement: le vote, prévu les 28 et 29 juin, sur le programme gouvernemental.

Même si M^{me} May passe cette première épreuve, les semaines et mois suivants s'annoncent cahoteux pour elle. Déjà, mercredi, elle a dû retirer de son programme toutes les promesses controversées de sa campagne électorale: fini le retour des «*grammar school*» d'élite ou le financement de la dépendance par prélèvement sur les successions, fini le débat sur la réautorisation de la chasse au renard et celui sur la fin de l'indexation des retraites. L'éventuelle visite de Donald Trump n'a pas non plus été évoquée. Le «*Queen's Speech*» avait été vidé de son contenu – pas une seule mesure non plus sur l'école et la santé – pour faire place à l'écrasant sujet du jour: le Brexit.

Pas moins de huit énormes textes de loi sont prévus, couvrant des domaines sensibles comme l'immigration, les douanes, la protection des données ou la politique agricole. Il s'agit de transcrire dans la loi britannique des centaines de textes européens qui cesseront de s'appliquer avec le Brexit. Pour compliquer la tâche, chaque disposition devra être adaptée en fonction des résultats de la négociation avec Bruxelles.

Au centre du dispositif, la «*loi d'abrogation*» (dont le qualificatif «*grande*» a été supprimé mercredi) est présentée au public comme le texte de rupture avec

l'Union européenne (UE). En réalité, elle transposera dans le droit britannique des centaines de règlements européens

«LES BRITANNIQUES N'ONT PAS VOTÉ POUR VIVRE PLUS PAUVREMENT ET MOINS EN SÉCURITÉ»

PHILIP HAMMOND
ministre des finances

dans des secteurs vitaux comme l'aviation ou les médicaments. Paradoxe, le Brexit va consister de fait à tenter de conserver autant que possible les avantages que confèrerait l'adhésion à l'UE.

La tâche est titanesque et le temps compté. Si l'ensemble n'est pas adopté d'ici au 29 mars 2019, terme des deux années de négociation prévues par le traité européen, Londres risque un hiatus législatif et un saut de la falaise de son économie. Pour accroître l'efficacité du travail législatif, Theresa May a décrété une session parlementaire de deux ans ininterrompus. Cette période de préparation au Brexit s'annonçait déjà techniquement extrêmement rude. La défaite électorale et la majorité instable dont dispose M^{me} May pourraient la transformer en un incessant exercice d'équilibrisme parlementaire. Le Brexit risque de phagocytter toute la vie politique du pays pendant deux ans au moins.

Le gouvernement promet de « *construire le plus large consensus possible* »

sur l'avenir du pays hors de l'Union européenne. Les partisans d'un « *soft Brexit* » se sentent pousser des ailes. Ils entendent défendre l'emploi et la croissance économique en privilégiant l'accès maximum au marché unique européen, au prix de concessions sur la libre circulation des personnes, la contribution financière, voire la reconnaissance des juridictions de l'UE : exactement l'inverse du « *hard Brexit* » promis par M^{me} May avant les élections.

À droite, le ministre des finances, Philip Hammond, se veut le porte-parole de cette tendance. Mardi, il a répété que « *les Britanniques n'ont pas voté* [en faveur du Brexit] *pour vivre plus pauvrement et moins en sécurité* ». Il s'oppose au projet des « *hard brexiters* » de transformer le royaume en un paradis fiscal sans réglementation sociale et il plaide pour un compromis avec l'UE, allégeant au maximum les frontières.

Déjà, une trentaine de députés tories ont fait savoir qu'ils n'accepteraient pas un Brexit brutal, sans accord avec l'UE,

comme l'envisageait M^{me} May. Cette approche fait des émules aussi à gauche, où des élus travaillistes ont constitué un groupe « *anti-hard Brexit* » qui conteste le discours de leur leader Jeremy Corbyn acceptant la fin de la libre entrée des Européens et la sortie du marché unique.

Le débat sur les conditions précises du Brexit et leurs conséquences, inexistant pendant la campagne référendaire et étouffé depuis le vote du 23 juin 2016, se déploie désormais. S'il risque d'emporter M^{me} May, il peut aussi déstabiliser M. Corbyn, ambigu sur la question du Brexit qui divise ses électeurs.

Mais les Britanniques semblent y prendre goût. Pour la première fois, ils sont une majorité (53 %) à approuver l'idée d'un nouveau référendum sur les termes de l'accord final avec l'UE en 2019. Avant les législatives du 8 juin, ceux qui se hasardaient à proposer une telle consultation étaient présentés comme de dangereux aventuristes irrespectueux du verdict populaire de 2016. ■

PHILIPPE BERNARD

En campagne, Angela Merkel multiplie les gestes envers Paris

La chancelière fait preuve d'ouverture envers M. Macron pour occuper le terrain européen avant les élections allemandes de septembre

BERLIN - correspondant

Depuis quelques semaines, Angela Merkel ne rate pas une occasion de se poser en championne de l'idée européenne. Le 15 mai, à Berlin, aux côtés d'Emmanuel Macron venu lui rendre visite au lendemain de sa prise de fonction, la chancelière a plaidé pour une nouvelle « *impulsion* » en Europe. Le 28 mai, de retour du sommet du G7, en Italie, lors duquel est apparu au grand jour le fossé entre le Vieux Continent et les États-Unis de Donald Trump, elle a déclaré, à Munich, que « *le temps où nous pouvions totalement nous reposer sur d'autres [était] en partie révolu* », et que les Européens devaient désormais « *prendre leur propre destin en main* ».

Mardi 20 juin, face à un parterre de chefs d'entreprise venus assister, à Berlin, à la Journée de l'industrie allemande, elle s'est dite d'accord pour « *réfléchir* » à la mise en place d'un « *budget* » et d'un « *ministre commun des finances* » pour la zone euro. Une idée défendue par M. Macron, qu'elle retrouve à Bruxelles, jeudi, à l'occasion du premier Conseil européen auquel celui-ci doit participer en tant que président de la République.

Quelle est la portée exacte de ces déclarations ? En Allemagne, où Peter Altmaier, le plus proche collaborateur de M^{me} Merkel, a fé-

licité Emmanuel Macron, dimanche soir sur Twitter, pour sa « *majorité forte au Parlement* », expliquant que le résultat des élections législatives françaises était « *bon pour l'Europe et pour l'Allemagne* », les propos de la chancelière sont présentés comme « *un signe de sa volonté d'aller de l'avant et du fait que ces nouvelles avancées ne peuvent se faire que dans la coopération très étroite avec la France* », selon une source gouvernementale allemande. « *Il y a la conviction, à Berlin, que la dynamique ne peut se faire qu'à partir d'un accord très fort entre l'Allemagne et la France, même si, à terme, l'idée n'est pas de rester dans le pur franco-allemand et que la réflexion sur l'approfondissement de la zone euro doit être élargie à d'autres pays* », poursuit cette source.

« Un déclic »

« *En Allemagne, la victoire de Macron a été comme un déclic. Après le référendum sur le Brexit et l'élection de Trump, le gouvernement a senti que le moment était venu de donner un nouvel élan au projet européen qui, ces derniers temps, apparaissait comme totalement figé*, décrypte l'économiste Henrik Enderlein, directeur de l'institut Jacques Delors, à Berlin. *Mais, pour l'instant, ce ne sont que des intentions. Quand M^{me} Merkel dit qu'elle est d'accord pour "réfléchir"*

à un budget de la zone euro, c'est un signe d'ouverture, certes, mais il faut voir si cela se traduira par des actes. On a déjà vu dans le passé beaucoup de belles déclarations du même type qui n'ont jamais été suivies d'effet. »

Pour Jana Puglierin, responsable des études européennes au DGAP, un centre de recherche berlinois spécialisé dans l'étude des relations internationales, la volonté affichée par Angela Merkel de renforcer l'Union européenne, tant au niveau de l'intégration de la zone euro que sur le plan de la défense, s'explique par la combinaison de deux facteurs. « *L'année 2016, avec le Brexit, Trump, la crise des réfugiés et la montée des partis populistes, a littéralement traumatisé l'Allemagne. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, les gens se sont dit que l'Europe pouvait vraiment se défaire. Les récents propos de Merkel sont d'abord le fruit de cette prise de conscience* », analyse la chercheuse.

Mais pour elle, ces déclarations « *s'inscrivent aussi dans le contexte politique allemand. Candidate à un quatrième mandat de chancelière, Merkel a compris qu'elle a intérêt à coller à une opinion publique qui est majoritairement proeuropéenne. C'est pourquoi elle fait très attention à ne pas laisser son adversaire, [le social-démocrate] Martin Schulz,*

qui a été président du Parlement européen, jouer le rôle de candidat proeuropéen, et c'est aussi la raison pour laquelle elle se met si explicitement dans les pas de Macron, qui jouit d'une très bonne image en Allemagne. »

À trois mois des législatives du 24 septembre, Angela Merkel, qui devance nettement M. Schulz dans les sondages, sait cependant que le calendrier la contraint, pour l'heure, à s'en tenir aux bonnes intentions. « *Rien de concret ne peut vraiment se décider avant nos élections, reconnaît une source gouvernementale à Berlin. Et une fois que celles-ci auront eu lieu, il faudra encore attendre que se négocie le contrat de la future coalition et que se mette en place le nouveau gouvernement, ce qui nous mène en fait au début 2018.* »

Reste à savoir de quelle couleur politique sera la prochaine majorité à Berlin. D'après les sondages, deux scénarios sont les plus probables : la reconduction d'une « *grande coalition* » entre les conservateurs de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD ou une alliance entre la CDU et les libéraux démocrates du FDP. Une seconde hypothèse qui pourrait rendre plus difficile la mise en place des projets actuels d'intégration défendus par Paris et Berlin et vis-à-vis desquels le FDP se montre beaucoup plus hostile que le SPD. ■

THOMAS WIEDER